

GRÈVE DES PHARMACIENS DE SÉTIF

La Direction de la santé pointée du doigt

Les 350 officines que comptent la wilaya de Sétif ont observé, dès dimanche dernier, une grève de trois jours après l'appel du Syndicat national des pharmaciens d'officine (Snapo) et la Section ordinale régionale des pharmaciens de Sétif (Sorp) pour dénoncer les décisions, jugées illégales et anti-réglementaires, de la Direction de la santé et de la population de la wilaya de Sétif qui consent à octroyer, dans des conditions douteuses, des agréments pour l'ouverture et l'installation de nouvelles officines privées.

«La grève a été extrêmement bien suivie. On sait que la majorité des officines ont baissé leurs rideaux. Le taux a atteint les 99%», a affirmé M. Abed, le président du Snapo de Sétif.

La coordination chargée de suivre et d'encadrer la protestation des pharmaciens a déploré le silence des responsables locaux. «Personne ne s'est inquiété devant cet important débrayage des pharmaciens de la wilaya de Sétif. A croire que la santé des citoyens est leur dernier souci. Par ce silence, ces responsables veulent nous pousser à aller jusqu'au bout. Mais nous sommes et resterons mobilisés et déterminés à continuer notre combat jusqu'à l'aboutissement de notre revendication qui n'est ni plus ni moins que l'application de la réglementation dans l'octroi des agréments. A cet effet, nous comptons entamer

une autre série de grèves, dans les prochains jours», dira M. Abed.

De leur côté, les pharmaciens inscrits sur le registre ad hoc de la Direction de la santé et de la population de la wilaya de Sétif sont, eux aussi, montés au créneau. Dans une lettre adressée aux hautes instances du pays, et dont une copie nous est parvenue, ils dénoncent l'opération de confection des listes pour l'attribution des agréments initiée par la DSP.

«Après la fin de notre cursus universitaire en tant que pharmaciens, nous nous sommes inscrits sur le registre ad hoc, réservé à l'ouverture des officines, comme le stipule l'article 10 de l'arrêté ministériel n°002 du 15 janvier 2005. De même que nous avons constitué, à la demande du chef de service des pharmaciens au niveau de la DSP, un dossier complet en attendant chacun notre tour. Après une

attente de sept années, nous avons été surpris de savoir qu'une liste comportant les noms des futurs bénéficiaires d'agrément avait été confectionnée par une commission installée par la DSP sans tenir compte de la réglementation en vigueur. Aussi et selon la correspondance de la DSP, des représentants des pharmaciens ont été conviés à la réunion de ladite commission. Or, nous les pharmaciens, inscrits sur le registre ad hoc, n'avons jamais pris connaissance de cette réunion et nous n'avons pas délégué de représentants. Mais en scrutant la liste des bénéficiaires, il s'est avéré que nos soi-disant représentants, au nombre de quatre, se sont fait classer en haut de la liste en vue d'obtenir des postes au centre-ville du chef-lieu de wilaya alors que dans le registre, ils sont classés respectivement à la 773, 482, 723 et la 778^e place. Si on doit appliquer la réglementation, le premier à être inscrit sur la liste est celui portant le n° 321 sur le registre ad hoc», dénoncent les pharmaciens.

Ces derniers affirment également que la liste d'attribution des agréments comporte des noms de bénéficiaires occupant des postes-clés, tels que le chef de service pharmacie de la Faculté de médecine



Photo : Samir Sid

cine à l'université Ferhat-Abbes de Sétif, le pharmacien principal au niveau de la Caisse nationale de la sécurité sociale et le directeur d'une entreprise étatique de distribution des produits pharmaceutiques.

Les pharmaciens espèrent une intervention des hautes autorités

du pays pour que force revienne à la loi, que cesse ce genre de pratiques et enfin l'envoi d'une commission d'enquête ministérielle pour enquêter sur la manière dont a été confectionnée la liste des bénéficiaires d'agrément pour l'ouverture de pharmacies à Sétif.

Imed Sellami

BOUMERDÈS

L'inconciliable rigueur réglementaire et les impératifs politiques des élus locaux

Les maires des wilayas de Boumerdès, Tizi-Ouzou et Bouira, leurs secrétaires généraux, les contrôleurs financiers et divers autres responsables des institutions ayant un lien avec la gestion financière des communes ont été conviés, jeudi dernier, à une journée d'étude sur le nouveau cadre réglementaire budgétaire des collectivités locales.

Préparé par le cabinet de Kamel Abbès, wali de Boumerdès, ce conclave a été encadré par les responsables de la Cour des comptes, du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et celui des Finances.

Les responsables des institutions nationales sont venus expliquer aux ordonnateurs locaux, surtout les maires et leurs subalternes, le nouveau dispositif instaurant le contrôle, a priori, sur toutes les dépenses des communes.

Selon le directeur des finances locales du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Abdelaziz Kerri, ce nouveau cadre réglementaire vise à assainir la gestion financière des communes et atténuer leurs déficits. En effet, la commune ne pourra plus engager une opération induisant un paiement si elle ne dispose plus de couverture financière et si l'objet de cette même opération n'est pas contenu dans l'un des

chapitres de la nomenclature des dépenses, telles que définies par le décret exécutif 12/315 portant budget communal.

Le visa du contrôleur financier (CF) est par conséquent obligatoire avant que la commune n'engage la dépense. Pour l'heure, seules les communes des chefs-lieux de daïra sont tenues par cette procédure préalable. Ce dispositif réglementaire sera incessamment instauré pour les 952 autres restantes du pays, affirment les hauts responsables de l'Intérieur. Ce contrôle préalable va certainement contribuer à instaurer une discipline budgétaire et faire barrage aux dépenses farfelues ou ayant des objectifs opaques, obligeant, en outre, les assemblées communales à élaborer des budgets rigoureux. Mais cette nouvelle procédure ne va-t-elle pas grignoter les prérogatives des élus qui la voient d'un mauvais œil ? «Le contrôleur financier n'entre pas en ligne de compte dans l'élaboration de la décision qui

reste l'apanage d'une assemblée souveraine», rassure le directeur des finances locales qui pense que c'est une démarche qui réhabilitera les services publics.

Kaci Louriachi et Boualem Chemala, maires de Boudouaou-EI-Bahri (FLN) et de Laâziv (FFS) dans la wilaya de Boumerdès, jugent, à l'instar d'un grand nombre de leurs confrères, la démarche comme étant une contrainte supplémentaire qui ralentira le fonctionnement des APC. Ils pensent que le contrôle, a posteriori, que fait le receveur intercommunal, comptable public, est suffisant.

Les deux maires, qui ont une expérience dans la gestion d'une collectivité locale, ne sont pas contre le principe du contrôle mais ont des appréhensions sur les capacités professionnelles des agents chargés du contrôle. En fait, les premiers responsables des exécutifs communaux qui subissent la contrainte et la demande sociale s'attendent à être sous le coup d'une contrainte administrative pour ne pas employer le terme bureaucratique.

Abachi L.

FILFILA (SKIKDA)

Mouvement de contestation des indus occupants

Les indus occupants de la commune de Filfila ont fermé, hier matin, le siège de l'APC et bloqué la circulation sur la voie parallèle.

Cette contestation fait suite au lancement de l'opération de démolition des taudis situés derrière l'hôtel El Djamil, en face la mer, destinée au dégagement de l'assiette devant être affectée à la réalisation d'un centre de repos de la DGSN. Laquelle opération est synonyme de recasement dans les 180 logements destinés à la résorption de l'habitat précaire.

Les contestataires pointent du doigt la commission d'attribution de logements de

la daïra de Skikda qu'ils accusent d'avoir agi en faveur des indus occupants des gourbis situés en face de la mer, dont quelques-uns, de surcroît venus de la commune de Skikda, sont fraîchement installés, et ce, au détriment des «gourbissards» du site de Saïfia, dont la construction remonte à des dizaines d'années pour les plus récents.

Selon notre source, «les 180 logements devaient être distribués aux indus

occupants recensés avant 2007, et ce, pour respecter la réglementation en vigueur.

Dans le souci d'équité, la commission peut au moins accorder 90 logements pour chaque site. A la lumière de l'opération lancée, on y décèle que le choix des bénéficiaires a été plutôt dicté par des considérations de lancement de projet d'utilité publique. Le mouvement de contestation s'inscrit, quant à lui, dans un souci anticipatif».

Zaïd Zoheir

BLIDA

566 enseignants mis à la retraite

566 enseignants, tous paliers confondus, ayant atteint l'âge de 60 ans, ont bénéficié, cette année, d'une mise à la retraite dans la wilaya de Blida, suite à l'application de l'instruction du Premier ministre.

C'est ce qui a été révélé lors d'une conférence de presse animée, lundi dernier, par le chargé de la communication de la Direction de l'éducation nationale de Blida.

Ces derniers seront remplacés, fera-t-il savoir, par les lauréats du concours pour les postes d'enseignant qui s'est déroulé tout dernièrement.

Par ailleurs, on apprendra que cette rentrée scolaire a vu l'ouverture de 28 écoles primaires, 7 collèges d'enseignement moyen, 4 lycées ainsi que 10 cantines.

Concernant l'affaire des candidats au poste de professeur d'éducation physique, et qui avaient assiégé, il y a quelques jours, l'académie pour protester contre la présence parmi les lauréats de candidats qui ne sont pas originaires de la wilaya de Blida, le chargé de la communication a fait connaître que seuls les services de sécurité sont habilités à vérifier l'authenticité des certificats de résidence fournis par ces postulants.

Pour rappel, les protestataires avaient déposé une plainte pour que la lumière soit faite sur cette affaire.

M. B.

AÏN-TÉMOUCHENT

Arrestation de 5 ressortissants africains à El-Amria

Cinq ressortissants africains ont été interceptés dimanche dernier par la Gendarmerie nationale relevant de la brigade d'El-Amria.

Ces candidats à l'immigration clandestine sont de nationalités malienne, camerounaise et nigérienne. Ils séjournaient illégalement dans cette ville.

Ils seront présentés devant le procureur de la République d'El-Amria pour être refoulés dans leurs pays.

S. B.